



Pétition internationale

Janvier 2008 : A l'initiative de l'ONG colombienne **Planeta Paz** et de la **FICIB** (Fédération Internationale des Comités Ingrid Betancourt), plusieurs centaines d'intellectuels et de citoyens progressistes du monde entier dont plus de 200 en Colombie publient **un manifeste** où ils disent leur douleur et leur honte devant le sort fait aux séquestrés de Colombie et, à travers eux, devant l'ampleur de la tragédie humanitaire colombienne qui asphyxie la population civile et y bafoue les principes élémentaires de la dignité humaine.

Je m'associe à ce manifeste, et je demande publiquement :

1. que les FARC et les autres groupes qui pratiquent la prise d'otage en Colombie libèrent immédiatement et sans condition tous les otages civils en leur possession, qu'il s'agisse des otages économiques ou politiques.
2. que le gouvernement colombien fasse preuve d'une responsabilité analogue, renonce définitivement aux opérations militaires de sauvetage qui mettent en danger la vie des otages et accepte de négocier avec cette guérilla un accord humanitaire permettant l'échange de prisonniers.
3. que la Communauté internationale témoigne d'un engagement sans relâche au service de la paix et des droits humains en Colombie. En particulier, nous demandons :
 - le maintien non révocable du bureau de l'ONU sur place et l'accroissement de ses moyens d'action ;
 - l'envoi d'un délégué permanent de l'Union européenne, qui aura comme mission prioritaire la concrétisation dans les plus brefs délais de l'accord humanitaire ; et
 - le développement des mécanismes permettant de contraindre l'Etat colombien à garantir aux associations ayant intenté des recours auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'homme de voir ces actions menées à terme.

	Prénom, nom	profession	Localité	Nationalité
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				



Manifeste : Contre la barbarie ordinaire

Nous, intellectuels et citoyens progressistes, voulons dire notre douleur et notre honte devant le sort fait aux séquestrés et, à travers eux, devant l'ampleur de la tragédie humanitaire colombienne, qui asphyxie la population civile et bafoue les principes élémentaires de la dignité humaine.

1. Nous tenons d'abord à exprimer notre condamnation sans appel de la pratique de la séquestration, pratiquée par les FARC, les autres guérillas, les paramilitaires, certains éléments de la force publique et la délinquance de droit commun. La séquestration est par elle-même un crime atroce, menant à l'épuisement physique et à la mort sociale des personnes concernées. En outre, en raison des conditions d'insalubrité ou de l'intensification du conflit, elle expose directement ces personnes à une mort définitive. Rien, absolument rien ne peut la justifier.
2. Nous condamnons avec une fermeté identique l'attitude irresponsable et inacceptable du gouvernement colombien. Son refus de reconnaître l'existence du conflit armé et d'y appliquer les principes du droit international humanitaire, la chape de plomb qu'il fait peser sur les familles des otages en évoquant régulièrement la perspective d'opérations militaires, les insultes qu'il adresse aux membres de l'opposition démocratique, constitués en cible potentielle ou réelle des groupes paramilitaires, les accointances de ceux-ci avec les narcotrafiquants et les dirigeants politiques, enfin l'échec d'une politique de "sécurité démocratique", incapable de garantir la vie aux plus déshérités alors qu'elle cherche à légitimer ses actions en s'abritant derrière le motif fallacieux d'une "guerre contre le terrorisme", tous ces éléments pointent l'immense responsabilité du pouvoir actuel et appellent une condamnation de même nature.
3. Nous condamnons enfin les politiques de certains membres la Communauté internationale, en particulier celle du gouvernement étasunien qui, avec les Plans "Colombie", "Patriote" et "Consolidation", donne à ce régime les moyens logistiques et financiers d'une guerre atroce. De son côté, l'Union européenne ne cesse de se voiler la face devant une réalité humanitaire désastreuse, au nom d'intérêts économiques indiscutés – visibles très récemment dans les négociations engagées avec la Communauté Andine des Nations.

Or cette réalité-là est têtue, ainsi que le montrent les rapports de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur la situation colombienne depuis des années. Faut-il en effet rappeler que la Colombie compte plus de 3.000 séquestrés – dont un peu moins d'un tiers détenu par les FARC –, 30.000 victimes de disparition forcée – essentiellement par l'action des groupes paramilitaires – et 3,9 millions de déplacés ? Faut-il rappeler que ce pays est, avec le Soudan, celui qui connaît le plus grand nombre de déplacés au monde, que 60% de la population y vit en dessous du seuil de pauvreté et qu'il est le théâtre d'injustices sociales et culturelles insupportables ?

Voilà pourquoi nous exigeons une mobilisation immédiate de toutes les voix démocratiques qui en Colombie comme en Amérique du Sud, dans l'Union européenne comme aux Etats-Unis, peuvent contribuer au sauvetage des otages et à la mise en place de l'accord humanitaire, étapes nécessaires à la construction d'une solution non-violente et négociée au conflit. A cette fin, nous demandons publiquement :

1. Que les FARC libèrent immédiatement et sans condition tous les otages civils en leur possession, qu'il s'agisse des otages économiques ou politiques. Précisons que ces derniers ne sont échangeables contre aucune rançon, ne sont pas concernés par un éventuel accord humanitaire et dépendent entièrement de la bonne volonté de leurs geôliers. Devant l'extrême douleur des familles, les FARC doivent faire preuve de responsabilité politique et de cohérence éthique. Ils doivent démontrer leur capacité à créer les conditions d'un dénouement, sans lesquelles leur lutte n'a absolument aucun sens. Logiquement, cette exigence de libération vaut pour tous les acteurs responsables de séquestration.
2. Que le gouvernement fasse preuve d'une responsabilité analogue, abandonne définitivement l'hypothèse d'un sauvetage militaire et jette les bases d'un accord humanitaire permettant l'échange de prisonniers (guérilleros incarcérés contre policiers et militaires séquestrés). Dans cet esprit, aucune des perspectives disponibles ne doit être négligée, à condition toutefois que les négociations en vue de la libération des otages ne soient pas indéfiniment instrumentalisées au service de stratégies guerrières.
3. Que la Communauté internationale fasse preuve d'un engagement sans relâche au service de la paix et des droits humains en Colombie. Trois demandes spécifiques sont ici à l'ordre du jour : le maintien non révocable du bureau de l'ONU sur place et l'accroissement de ses moyens d'action ; l'envoi d'un délégué permanent de l'Union européenne, permettant de renforcer l'impact de la diplomatie européenne vis-à-vis l'accord humanitaire ; le développement de divers mécanismes contraignant l'Etat colombien à garantir aux associations ayant intenté des recours auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'homme de voir ces actions menées à terme.

Ces éléments sont à considérer comme les premières étapes de la reconstruction d'un système judiciaire entièrement indépendant, capable de répondre à la demande des associations de victimes de se voir reconnaître un droit inaliénable à la vérité, à la réparation intégrale et à la non répétition des exactions.

Parmi les preuves de vie des otages parvenues récemment à la presse et au monde, l'une a particulièrement retenu l'attention : celle qu'Ingrid Betancourt adresse à sa mère. Bouleversante par son mélange d'intimité et d'universalité, les mots qu'elle contient sont comme des traits d'union entre victimes anonymes et reste du monde. L'auteur y cite Albert Camus. Le meilleur moyen de lui faire écho est sans doute de poursuivre la lecture de l'auteur de *L'Etranger*. Et de s'arrêter sur ces mots : "La tyrannie totalitaire ne s'édifie pas sur les vertus des totalitaires, mais sur les fautes des libéraux" (A. Camus, *Actuelles I*). En Colombie, le visage des séquestrés comme celui des autres victimes de crimes inacceptables sont le reflet de toutes nos entraves à agir. Il est plus qu'urgent d'inverser le cours des choses, si l'idée d'humanité peut encore avoir un sens pour nous.